



RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DU RÉSEAU DES FEMMES PARLEMENTAIRES DES AMÉRIQUES

**Mexico
Le 1^{er} mai 2002**

CONCLUSIONS

La réunion du Comité exécutif du Réseau des femmes parlementaires a rassemblé une vingtaine de participantes provenant d'une dizaine de pays et de quatre parlements régionaux. Au cours des travaux, les membres du Comité exécutif ont :

- présenté tour à tour les plus récentes mesures législatives et initiatives relatives aux droits de la femme adoptées dans leur parlement respectif;
- admis deux nouveaux membres au Comité exécutif :
 - Madame María Antonieta Botto Handal de Fernandez, du Congrès national du Honduras, à titre de deuxième représentante pour l'Amérique centrale;
 - Madame Deborah Hudson, représentante de l'État du Delaware, aux États-Unis, à titre de deuxième représentante pour l'Amérique du Nord.
- annoncé le lancement de la [banque documentaire sur les femmes](#), dans le site Internet de la COPA. Cette banque documentaire contient des mesures législatives concernant les droits de la femme de divers pays dont proviennent les membres du Réseau, ainsi qu'un grand nombre de liens internet et de ressources électroniques portant sur la condition de la femme dans les Amériques et sur les autres continents.
- convenu de mettre sur pied un programme de stage dans leurs assemblées parlementaires respectives afin de permettre à des étudiantes de se familiariser avec les processus législatifs et de s'ouvrir à une éventuelle carrière politique. L'objectif à long terme de cette initiative est d'accroître le nombre de femmes en politique active.

Les représentantes du Brésil, de l'Équateur, du Honduras, du Mexique, de Puerto Rico, du Salvador, du Parlement andin et du Parlement centraméricain se sont montrées intéressées à implanter le projet. Selon l'échéancier prévu, ce programme de stage débiterait au printemps ou à l'automne 2003.

- déterminé le thème de la 3^e Réunion annuelle du Réseau, qui aura lieu à Mexico à la fin novembre 2002. Il s'agira d'un atelier de formation sur les outils mis à la disposition des parlementaires afin que les questions sexospécifiques soient considérées par les gouvernements lors de l'élaboration des budgets. Cela permettrait notamment d'exercer un contrôle sur la mise en œuvre des lois sur les droits de la femme adoptées dans les parlements des Amériques.
- adopté une déclaration de soutien à Ingrid Betancourt, la sénatrice colombienne candidate aux élections présidentielles qui a été victime d'un enlèvement le 23 février 2002.

Dans cette déclaration, les membres du Comité exécutif du Réseau s'engagent à faire connaître publiquement leur prise de position, à promouvoir la création de groupes parlementaires de soutien à Ingrid Betancourt dans leur assemblée respective et à faire la promotion de ces groupes dans leurs médias nationaux.

La déclaration a également été soumise aux membres du Comité exécutif de la Confédération parlementaire des Amériques (COPA) afin que ces derniers l'adoptent au nom du principe de solidarité parlementaire qui régit cette organisation.

- adopté une recommandation sur la restauration de l'État de droit et des institutions parlementaires et démocratiques au Venezuela.